

## programmes

# Défense : chacun sa vision de la France

Quel budget, pour faire quoi et avec qui ? La Défense illustre les différences de fond entre les candidats.

La Défense est l'un des pouvoirs régaliens du président de la République. Chirac avait suspendu le service national, Nicolas Sarkozy, avait fait revenir la France dans le commandement intégré de l'Otan et avait aussi supprimé plus de 50.000 postes dans les armées. Si François Hollande a stoppé la déflation des effectifs, c'est qu'après les attentats, il a dû répondre à la double et impérieuse nécessité de défendre le territoire national (10.000 soldats mobilisés en deux jours) et de combattre le terrorisme en Afrique (4.000 soldats) et au Moyen-Orient. Ce n'est évidemment pas sans conséquences sur les armées qui, de plus en plus sollicitées, voient aujourd'hui leurs personnels et leurs matériels au bord de la rupture. Sur ce point avéré, le chef d'état-major des armées a lancé une alerte explicite en décembre dernier.

## Coopérer avec l'Allemagne... et le Royaume-Uni !

Tous les candidats à la présidentielle (sauf Mélenchon ; Arthaud et Poutou qui n'en disent rien) sont donc d'accord pour porter le budget de la Défense à 2 % du PIB, au moins (\*). Pas tous pour les mêmes raisons, dans les mêmes délais ni avec le même objectif. Avec 32,7 Mds€, la défense représente 13,7 % du budget de l'État



Un seul point de convergence : le budget militaire serait porté par tous à deux points du PIB.

(Photo archives NR)

et 1,44 % du PIB (hors pensions), après ceux de l'enseignement et de la dette publique. Compte tenu de celle-ci, augmenter ce budget se fera au détriment d'autres. Si, depuis les attentats, les armées ont la cote auprès des Français, ceux-ci sont-ils prêts à cela ?

**Un budget défense augmenté pour faire quoi ?** D'abord pour remplacer les matériels (certains ont 40 ans), ensuite pour boucher les « trous capacitaires », enfin pour mener un nouveau type d'opérations, la cyberguerre. Et, tout de même, améliorer financièrement la condition militaire. Plusieurs candidats prônent le retour à un service national, militaire ou civique (il existe déjà !). Leurs propositions sont floues quant au contenu : volontaire ou obligatoire ? Pour une formation

militaire de base ou renforcer la citoyenneté ? Les deux ? En un mois (Macron) ou douze (Mélenchon), on n'apportera pas aux jeunes Français la même chose ! Ni au même coût.

**Une défense confortée pour agir avec qui ?** Derrière cette question, sont posées celles de l'Europe et de l'Otan, donc aussi des relations internationales (avec les États-Unis et la Russie, notamment). Il y a les partisans du retrait pur et simple de l'Alliance Atlantique, ceux du retrait du commandement intégré de l'Otan et ceux qui ne veulent rien changer. Dans le contexte Trump, la question n'est pas sans intérêt. L'autre alliance (la première ?) interrogée est celle avec les Européens : comment envisager la défense en Europe ? Là encore, les avis sont partagés car chacun a sa vision

de l'Europe et du rôle qu'y joue ou peut y jouer la France. Un fort développement des coopérations bilatérales (notamment avec la Grande Bretagne, et aussi avec l'Allemagne) est ardemment souhaité par tous, manière tacite de confirmer que l'Europe de la défense n'est pas pour demain.

L'association des jeunes de l'Institut des hautes études de Défense nationale (Anaj-IHEDN) et l'association des journalistes de défense (AJD) ont réuni, le 6 avril, à Paris, les spécialistes défense de cinq candidats à la présidentielle (lire ci-dessous) : Djordje Kuzmanovic (Mélenchon), Christian Paul (Hamon), Jean-Jacques Bridey (Macron), Jean-François Lamour (Fillon) et Jérôme Rivière (Le Pen).

Le politique a pris parfois le pas sur le spécialiste. Ainsi, le représentant de Fillon a évité de parler des conséquences de la guerre menée en Libye par Sarkozy ; celui de Mélenchon a insisté sur la nécessité de parler à la Russie qu'il ne résume pas plus à Poutine que le représentant de Le Pen ne résume la Syrie à Assad ; la voix d'Hamon n'a pas pu saluer le bilan défense de Hollande car il est surtout celui de Jean-Yves Le Drian, lequel est passé chez Macron ; enfin, le représentant de Macron s'est gardé de dire que son projet de service militaire avait été enterré par Le Drian, avant son ralliement !

Bruno Besson

(\*) Les membres de l'Otan en ont pris l'engagement

## le chiffre

4

**Quatre milliards d'euros, c'est le coût estimé, aujourd'hui, d'un 2<sup>e</sup> porte-avions français.**

C'est un milliard de plus que ce qu'a coûté le **Charles-de-Gaulle**. Mais ce coût peut varier selon la propulsion (nucléaire ou classique) qui sera choisie. Le **Charles-de-Gaulle** sera en fin de service en 2040.

### L'essentiel de leur programme

**Arthaud** : « Refuser que ces guerres se fassent en notre nom ! Ce sont des guerres pour le pétrole du Moyen-Orient, pour l'uranium du Niger, des guerres qui sont toujours menées pour le profit, et jamais dans l'intérêt des peuples. »

**Poutou** : stopper les exportations françaises d'armes, arrêt des « productions inutiles et dangereuses, dont l'armement », et retirer les troupes françaises des pays où elles sont en intervention.

**Asselineau** : porter le budget de la défense à 3 % du PIB à la fin du quinquennat, « soit un retour à ce qu'il était en 1991 ». Quitter immédiatement l'Otan ; retirer nos troupes des opérations menées sous couvert de l'Otan ou de l'Union européenne et « s'engager à n'appartenir à aucun bloc militaire » ; construire un deuxième porte-avions sans délai, puis un troisième dans les dix années suivantes.

**Cheminade** : augmenter le budget de la défense jusqu'à 2 %, voire 3 % du PIB ; moderniser la force de frappe nucléaire française et travailler au « démantèlement multilatéral des arsenaux nucléaires mondiaux ».

**Lassalle** : sortir du commandement intégré de l'Otan et, ainsi, ne plus être obligé d'augmenter le budget de la Défense. Construire un second porte-avions ; conserver comme réservistes 200.000 anciens militaires et leur confier les rondes, la présence militaire en ville. Créer une 4<sup>e</sup> armée pour la cyberdéfense, indépendante des sociétés informatiques.

**Dupont-Aignan** : faire passer le budget de 32 Mds€ (2015) à 42 Mds€ dans un premier temps puis l'ajuster pour être à 2 % du PIB ; renforcer les moyens de la Marine nationale pour défendre notre zone économique exclusive ; exiger la préférence européenne systématique dans les appels d'offres et les contrats d'équipement lancés en matière militaire par les états de l'Union européenne ; sortir du commandement intégré de l'Otan ; construire un second porte-avions sur le quinquennat (4 Mds€).

## en savoir plus

## Sentinelles et service national

**Mélenchon** : « Il faut, d'ici deux ans, avoir arrêté Sentinelles (sauf sur mer). Nous sommes contre la confusion entre missions de police et de défense. Oui à l'instauration progressive d'un service militaire ou civique de 9 à 12 mois, rémunéré à hauteur d'un Smic (soit 9 Mds€ par an). Ce sera une première expérience professionnelle pour chacun ».

**Hamon** : « Sentinelles n'a pas vocation à durer. Le dispositif va évoluer en fonction des effectifs police/gendarmerie et de ceux des réservistes. Pas de service militaire, mais plutôt civique »

**Macron** : « Sentinelles doit évoluer en fonction de la menace. Or seul le président de la République connaît cet état de la menace... Oui pour un service militaire d'un mois pour faire ses classes et reconstruire le lien républicain. Il faut 15 Mds€ pour

se donner des infrastructures et 2 à 3 Mds€ de fonctionnement annuels. Il sera encadré par les armées et la gendarmerie. »

**Fillon** : « On ne peut pas maintenir l'armée de terre dans une fonction qui n'est pas la sienne. Il faudra donc arrêter Sentinelles le moment venu. Un service militaire ? Comment imaginer charger encore davantage la barque des armées alors qu'elle est en limite de rupture ? »

**Le Pen** : « Sentinelles pèse fortement sur l'entraînement de nos militaires, d'où la priorité au recrutement et le recours doublé aux réservistes. Nous sommes pour rétablir progressivement un service civique de 3 mois, rémunéré, mais pas avant la fin du quinquennat car il faut reconstruire des infrastructures et 30.000 réservistes pour l'encadrer. »

## Budget et alliances

**Mélenchon** : « 2 % du PIB : une injonction de l'Otan ! Nous, on récuse ces traités, on évalue la dette pour dégager de vraies marges de manœuvre et on ajuste les investissements nécessaires. »

**Hamon** : « Oui pour un budget à 2 % du PIB d'ici la fin du quinquennat, mais il faut expliquer aux Français pourquoi. Ne rien faire en 2018 serait dramatique. »

**Macron** : « Il faut réparer le présent et porter le budget à 2 % en 5 ans, et ce dans une croissance de 1,6 % par an. »

**Fillon** : « Après un état des lieux financiers, oui pour 2 % en 2023. »

**Le Pen** : « Être à 2 % (avec les pensions) dès 2018, l'inscrire dans la Constitution, puis atteindre 3 % à la fin du quinquennat. »

### Europe- Otan

**Mélenchon** : « Une défense européenne serait une nouvelle servitude sous tutelle de l'Otan dont il faut sortir à l'horizon 2022 et remettre en cause nos alliances avec les pays du Golfe. »

**Hamon** : « Y a-t-il déjà eu une fenêtre aussi favorable à une Europe de la défense ? Les dépenses de défense doivent être partagées entre les Européens. On reste dans l'Otan. »

**Macron** : « Oui à l'Europe de la défense, à quelques-uns et d'abord avec l'Allemagne. Oui à l'Otan. »

**Fillon** : « Sortir de l'Otan serait une erreur majeure. »

**Le Pen** : « Il faut développer les coopérations d'État à État. On quitte le commandement intégré de l'Otan pour ne pas être entraîné dans des guerres qui ne sont pas les nôtres. »